Menacées par la pollution occidentale : les Maldives appellent la Suisse au secours

Autor(en): **Gilliard, Diane**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **- (1992)**

Heft 40-41

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-848104

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Menacées par la pollution occidentale

Les Maldives appellent la Suisse au secours

par Diane Gilliard/BRRI

Les Maldiviens sont bien fiers, ces jours. Ils ont été plus de 100.000 à signer la pétition conjurant les délégués des pays industrialisés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Sommet de Rio, de tout entreprendre pour sauver leur pays de la noyade. Ces signatures ont été remises le 12 mai aux autorités fédérales par une délégation maldivienne officielle. Car les insulaires comptaient tout particulièrement sur la Suisse pour les aider à se faire entendre à Rio et pour créer la Croix Verte.

Un des plus beaux archipels du monde risque d'être englouti dans quelques décennies parce que l'Occident surindustrialisé réchauffe l'atmosphère par ses gaz polluants. Les 1.200 îles Maldives, dans l'océan Indien, sont menacées par l'élévation du niveau des mers due à cet effet de serre. Au moment du Sommet de Rio, plus de 100.000 Maldiviens s'adressaient aux pays riches pour qu'ils signent la Convention sur le climat. Ils demandaient tout spécialement à la Suisse de les soutenir à Rio. Et de créer une Croix Verte sur le modèle de la Croix Rouge, pour sauver l'environnement.

La mer, seul avenir

A Guraidhu, par exemple, dans l'atoll de Malé, au sud de la capitale du même nom, 598 des 1.080 habitants ont signé. Une jeune femme baisse les yeux, confuse : elle a signé la pétition mais ne peut expliquer son contenu. Elle sait que c'est "en rapport avec l'environnement". La patronne du café en dit à peine plus. De jeunes pêcheurs gouailleurs, assis sur un muret, rient avec assurance. Ils sont au courant : la mer est leur gagne-pain, leur avenir, leur horizon. Ils rêvent peut-être de discothèques, de mieux-être, de départ, mais ne sauraient admettre que la mer soit le tombeau de leur pays, vieux de plus de 25 siècles et jamais colonisé.

C'est vendredi, jour de repos aux Maldives musulmanes. Les gens de Guraidhu bavardent, assis devant leurs maisons aux murs de "pierres" de corail. Sous les cocotiers, un jeune garçon fait tourner une meule tandis que son père y aiguise des couteaux. Des pêcheurs repeignent un bateau sous le regard de quelques compères qui prennent le frais près de la grève. Seules sont ouvertes les boutiques à touristes confinés dans les 8 îles réservées alentour, que Guraidhu ravitaille en poisson. Le village vit bien, grâce aux touristes, il a acheté 8 bateaux à moteur.

Moins de 2 mètres au-dessus de la mer

Si rien n'est fait pour limiter les émissions de gaz responsables du réchauffement de l'atmosphère, les 1.200 îles de l'archipel, chapelet de perles vertes posées sur un écrin turquoise, risquent d'être submergées : elles s'élèvent, en moyenne, à 1,60 mètre au-dessus du niveau de la mer ! Quelques centimètres de plus et c'est l'inondation en cas de tempête.

L'érosion des rives de certaines d'entre elles est déjà visible. En 1987, d'énormes vagues ont ravagé Malé, la capitale, et l'an dernier, des vents brutaux ont saccagé les arbres au sud du pays... Les Maldiviens sont convaincus que ces dommages sont dus aux changements climatiques induits par la pollution atmosphérique.

Pas de service postal

Avec le soutien de la Présidence, des organisations non gouvernementales locales (sociales, écologiques, humanitaires) lançaient fin mars une pétition nationale. Ce fut un immense succès puisque près de la moitié des 230.000 habitants de l'archipel, qui s'étend sur quelque 800 km, y apposa son nom.

Dans chacune des 200 îles habitées par les nationaux, et dans les quelque 60 vouées aux touristes, toutes regroupées en 19 atolls, des responsables ont fait circuler les listes. L'Etat en a assuré la diffusion. Régulièrement, radio, télévision et journaux ont expliqué le but de l'action. Des écoliers ont arpenté Malé avec des haut-parleurs, ont tenu des stands.

A la capitale, le comité pétitionnaire comptait les signatures. L'action lancée le 30 mars est close, mais les listes d'un atoll du sud ne sont pas arrivées. On s'inquiète : il n'y a pas de service postal dans l'archipel, il n'y a pas de touristes dans cet atoll lointain, le bateau du gouvernement n'y passe qu'une fois par mois pour transmettre les informations officielles.

Mais le 3 mai, le cap des 100.000 signatures est atteint, la délégation est formée, prête à apporter sa récolte aux Suisses : "Ils sont nombreux à venir aux Maldives, dit un membre du comité, ils voient la beauté des îles. Nous sommes sûrs qu'ils vont nous aider."

L'autre menace : les déchets

La montée des eaux n'est

pas la seule menace qui pèse sur les Maldives. Au cours de la dernière décennie, l'afflux croissant de touristes et le développement économique rapide de l'archipel ont multiplié les déchets de manière inquiétante. Pour l'instant, eaux usées, canettes de bière, bouteilles de plastique, huiles de vidange, tout passe à la mer. Les eaux sont encore limpides. Pour combien de temps ?

Européens dans leur majorité, les touristes sont souvent conscients des problèmes écologiques de l'archipel. Pourtant, deux jeunes Allemands, sur l'île touristique de Kanduma, ignorent tout de la pétition sur le niveau de la mer : le personnel local de leur hôtel n'a pas jugé utile d'informer les étrangers. D'ailleurs, ceux-ci trouvent la future montée des eaux beaucoup moins grave que les déchets : ils voient ceux-ci lorsqu'ils plongent pour observer la faune marine qui constitue le plus grand attrait des Maldives. "Nous sommes déçus du peu de conscience écologique des Maldiviens", dit un touriste.

Au Ministère du Plan et de l'Environnement, Hussain Shihab réplique : "Nous ne restons pas inactifs. Par exemple, nous limitons l'accès aux récifs de corail, d'où les Maldives tirent le matériel pour construire leurs maisons. Nous limitons le nombre d'hôtes qu'une île touristique peut accueillir, nous recommandons l'installation de compacteurs d'ordures. Nous le savons, sur le plan local, tout est entre nos mains." ■

Epopée verte

Aux Maldives, une récolte de signatures est close. En Suisse, une autre démarre. Toutes deux réclament la création d'une organisation non gouvernementale d'intervention écologique, pour panser les blessures de la planète. Le Comité à l'origine du projet de la Croix Verte fait le lien entre ces deux actions.

L'idée de la pétition aux Maldives est née à la fois en Suisse et aux Maldives. Les initiateurs du projet de la Croix Verte ont entendu le cri d'alarme lancé par le président des Maldives à l'ONU en 1989. L'archipel est un lieu de vacances très apprécié des Suisses ; proportionnellement, ils y sont les touristes les plus nombreux. D'où la proposition faite aux Maldiviens de transformer le cri de leur président en pétition nationale appelant explicitement au soutien helvétique. Par la même occasion, cette action donne une impulsion au projet de la Croix Verte en Suisse. Le Zurichois Roland Wiederkehr, Conseiller National indépendant et président du "Comité pour la Croix Verte" : "Chaque pays aide l'autre. Les Maldives s'adressent à nous et nous répondons avec notre pétition en demandant que la Suisse, riche et développée, s'engage activement dans la protection de l'environnement, dans sa plus pure tradition humanitaire."

Ciba-Geigy disséquée par ses ex-détracteurs

Une volée de bons points

par Yvan Mudry / BRR

Première suisse : sous la pression des investisseurs en quête de placements moraux, une multinationale, Ciba-Geigy, répond aux questions critiques du Centre-Info, à Fribourg. Cette organisation a disséqué Ciba-Geigy sous l'angle des droits de l'homme, de son action dans le tiers-monde et de l'écologie. Incroyable résultat : loin de mettre Ciba sur le banc des accusés, l'étude recommande l'achat de ses actions. Un mur tombe entre les ennemis de jadis, les multinationales et leurs détracteurs au nom de la morale.

"On peut recommander l'achat d'actions Ciba-Geigy aux investisseurs préoccupés par l'écologie et les droits de l'homme et désireux d'acquérir des participations dans la branche chimique ou pharmaceutique." Ainsi se conclut l'étude de Centre-Info, la première du genre en Suisse. Le jugement ne doit rien à la complaisance : l'enquête a été dirigée par une tête bien connue des milieux tiers-mondistes : Pier-Luigi Giovannini, ancien secrétaire général de la Déclaration de Berne et rédacteur de la revue "Vers un développement solidaire", et membre de la CANES (Convention des Actionnaires de Nestlé) et à ce titre tête de Turc de Nestlé.

Un air de réconciliation

Docteur en économie, le Fribourgeois a créé le Centre-Info il y a un peu plus d'une année. Il explique la démarche : "Nous ne sommes plus au temps du capitalisme traditionnel. Les caisses de pension sont toujours plus nombreuses à posséder des actions dans les entreprises. Les investisseurs ne se contentent plus d'une analyse financière à court terme. Ils s'interrogent : telle société est-elle active dans le secteur de l'armement ? Que fait-elle pour protéger l'environnement ? comment traite-t-elle ses employés ? Nous répondons à leurs questions." Aux Etats-Unis, des institutions comme celle de Fribourg existent depuis dix ans environ.

Au Centre-Info on ne le cache pas : si Ciba-Geigy a été la première firme à essuyer le feu des questions, c'est à cause de "la qualité de sa politique d'information". "Nous avons répondu à toutes les questions des enquêteurs", affirme Patrick Kaiser, porte-parole de Ciba, "le dialogue avec le Centre-Info a été bon." Entre milieux "critiques" et industriels, des murs tombent.

Vision 2000

Certaines pratiques du géant de la chimie ont impressionné les enquêteurs. Il y a deux ans, Ciba publiait un document intitulé "Vision 2000", dans lequel l'entreprise s'engageait à poursuivre